

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/167

3 novembre 1999

(99-4761)

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

## **EXAMEN DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 27:3 B)**

### Communication de la Norvège

La Mission permanente de la Norvège a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 21 octobre 1999.

La Norvège juge que l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique ainsi que d'autres accords multilatéraux, particulièrement dans le domaine de l'environnement, devraient se renforcer mutuellement. Tous ces instruments internationaux devraient être au service de l'utilisation et de l'exploitation durables des ressources. Aussi tous les Membres devraient-ils être conscients des principes de la CDB lorsqu'ils établissent leur propre régime de protection de la propriété intellectuelle. Nous relevons à cet égard les termes de l'article 16.5 de la CDB.

L'obligation d'assurer la compatibilité entre les divers instruments internationaux doit également être prise en compte par les parties contractantes de la Convention sur la diversité biologique lorsqu'elles examinent leur propre régime de propriété intellectuelle ou celui des autres Membres. Une question importante dans ce contexte est de savoir si l'Accord sur les ADPIC donne aux Membres la souplesse voulue pour adopter les mesures qu'impose la mise en œuvre de leurs obligations au titre de la CDB, c'est-à-dire des mesures de sauvegarde des savoirs traditionnels des communautés locales et des populations autochtones, ainsi que des mesures visant le partage équitable des avantages découlant de ces savoirs.

À la réunion du Conseil des ADPIC tenue en juillet 1999, plusieurs Membres ont fait des observations générales sur la question des brevets et des inventions de la biotechnologie. La Norvège souhaite faire part de ses vues sur quelques-uns de ces sujets.

Notre expérience, depuis l'adoption de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, montre que le bon fonctionnement d'un système de brevets est d'une importance capitale pour l'innovation, la croissance économique et le bien-être social. Parallèlement, le système des brevets a fait la preuve d'une grande capacité de s'adapter aux besoins toujours changeants de protection de la technologie dans des domaines nouveaux. Nous sommes fermement convaincus que la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC produira les mêmes effets dans le monde entier.

À l'heure actuelle, la biotechnologie est l'un des domaines de recherche les plus prometteurs pour la mise au point de nouveaux produits et son importance ne cesse de croître. En fait, le progrès technologique est si rapide que les valeurs éthiques, sociales et environnementales fondamentales sont parfois négligées. D'autres problèmes complexes, comme celui de la nature de l'activité inventive et les considérations d'équité, se posent également à nous.

./.

Ces questions difficiles devront être examinées sous le double aspect des limites posées par les Membres à la brevetabilité des formes de vie et du principe du partage des avantages. Sur le premier aspect, la Norvège conserve une attitude restrictive à l'égard non seulement de la brevetabilité des végétaux et des animaux, mais aussi des cellules susceptibles de se développer pour devenir des végétaux ou des animaux.

Nous avons noté les propositions faites dans le cadre de l'examen, notamment celle que le Kenya a présentée au nom du Groupe africain<sup>1</sup>, qui concerne la brevetabilité des micro-organismes et des procédés microbiologiques d'obtention des végétaux et des animaux. Nous percevons sous la proposition du Kenya une préoccupation fondamentale concernant les aspects éthiques d'une extension plus ou moins grande des droits de propriété intellectuelle aux objets issus de la capacité de l'homme de créer ou de reproduire des formes de vie. Ces aspects doivent être intégrés à nos débats.

Ce sont là toutefois, je le répète, des questions ardues.

Au cours du prochain cycle, nous avons l'obligation de réexaminer les dispositions de l'article 27:3 b). Il serait préférable pour l'exercice de réexamen de ne pas modifier le délicat équilibre du libellé de la disposition concernant la brevetabilité à l'article 27:3 b). Dans ce contexte, il faut aussi tenir compte du fait que les pays en développement n'ont pas encore été soumis à l'obligation de mettre en œuvre l'Accord sur les ADPIC.

Quant à la question du partage des avantages, il faut tenir compte à la fois des intérêts des fournisseurs de ressources génétiques et de ceux des utilisateurs. Dans ce contexte, nous devons veiller à la compatibilité entre la CDB et l'Accord sur les ADPIC.

Sur ce point, nous notons que l'Inde a proposé d'inclure une disposition qui exige la divulgation de l'origine des ressources génétiques et des connaissances associées à ces ressources. À notre avis, la proposition mérite un examen sérieux. Quant aux sociétés internationales qui utilisent les ressources génétiques autochtones, elles devraient, dans le cadre d'accords appropriés, faire en sorte que les populations des collectivités d'où proviennent les substances et les formes de vie en question bénéficient des biobrevets.

Le libellé actuel de l'article 27:3 b) donne aux Membres la possibilité d'établir un "système *sui generis* efficace" pour la protection des variétés végétales au lieu d'un régime de brevets. Si cette possibilité est retenue, il incombe à chacun des Membres de créer un système qui confère une protection suffisante aux parties concernées. Tant que tel est le cas, la Norvège peut se ranger aux côtés des Membres qui ont souligné le besoin de souplesse en cette matière. Nous ne voyons donc pas la nécessité d'un renvoi exprès ou formel à des accords internationaux sur les droits des obtenteurs pour clarifier ce que nous entendons par un système efficace.

---

<sup>1</sup> Documents WT/GC/W/302 et IP/C/W/163.